

Christian Emig est Directeur de Recherches au CNRS, il poursuit ses travaux scientifiques au Centre d'Océanologie (Station Marine d'Endoume, située à Malmousque dans le 7^e). Ce chercheur, océanographe biologiste, aussi enseignant, conférencier et journaliste, qui a travaillé dans toutes les mers et océans du Monde, a un engagement politique citoyen, avivé par ses recherches sur l'écologie marine et l'évolution.



vous souhaite la bienvenue !

**NOS PROCHAINES CONFÉRENCES
SERONT ORGANISÉES EN...**

NOVEMBRE 2002

MARS 2003

MAI 2003

QUEL AVENIR POUR LA POLITIQUE ?

pour savoir un peu plus sur les intervenants...

Espace MAGNAN, 8 Bd Magnan, 13009 Marseille

Espace MAGNAN, 8 Bd Magnan, 13009 Marseille

Myriam Revault d'Allonnes est professeur de Philosophie à l'Université de Rouen, spécialiste de philosophie morale et politique. Parmi les livres qu'elle a publiés, citons "Lectures de l'Esprit des lois de Montesquieu", Belin 1987 ; "Ce que l'homme fait à l'homme. Essai sur le mal politique", réédition Champs-Flammarion 1999 ; "Le dépérissement de la politique. Généalogie d'un lieu commun", réédition Champs-Flammarion 2002 ; Merleau-Ponty. La chair du politique, Michalon - coll. Le bien commun, 2001 ; "Fragile humanité", Aubier-Flammarion – coll. Alto, 2002.

Il est impossible de s'interroger sur la citoyenneté moderne sans refaire un parcours généalogique de la démocratie. A cet égard, si le concept de citoyenneté s'enracine dans la démocratie antique, société de face à face où prévaut la participation du *demos* à la gestion des affaires publiques, il subit une inflexion considérable dans la modernité politique. Avec l'émergence des théories modernes de la souveraineté, la citoyenneté est d'abord réinterprétée comme citoyenneté civile (la disposition par les individus de droits fondamentaux) avant d'acquérir une signification politique. Nous sommes de surcroît aujourd'hui en présence d'un réel déficit politique dans les sociétés démocratiques contemporaines : même si l'investissement des citoyens dans le milieu associatif est réel, il est douteux qu'on puisse en revenir aux conditions d'une démocratie participative au sens ancien du terme. Et les conditions de la mondialisation qui contribuent à l'érosion de la souveraineté étatique obligent encore à réélaborer les conditions d'une véritable maîtrise démocratique et d'un contrôle effectif, par les citoyens, des nouvelles logiques de socialisation à dimension mondiale.

Rémy Hebding est rédacteur en chef de l'hebdomadaire protestant "Réforme" et écrivain (parmi les ouvrages récents : "L'espérance malgré tout", Labor et Fides, 1998 ; "Kierkegaard", Desclée de Brouwer, 1999 ; "Eloge de la distance. Ou l'esprit de civilité", éd. Michel de Maule, 2002).

Il interviendra sur le propre de la politique qui est d'envisager l'avenir collectif dans une société où les demandes à satisfaire immédiatement priment sur le long terme. Le futur ne fait plus rêver : nous vivons une crise du progrès. Le repli sur les identités fermées est trop souvent la réponse face à une mondialisation vécue comme aliénation. Dans ce contexte, il s'agit pour les démocraties de produire du sens et du lien social par la confiance. Rien n'est moins simple. Un défi pour la politique !

Laurent Gambarotto a fait ses études de théologie protestante en Grande-Bretagne, puis à la Faculté de Théologie Protestante de Montpellier. Il devient ensuite pasteur de l'Eglise Réformée de France en paroisse (1981-1986). Depuis 1986, il est enseignant d'Histoire du Christianisme contemporain à la Faculté de Théologie de Montpellier et ses recherches portent sur le rapport des Protestants à la nation, à la guerre et à la paix, ainsi que sur les facteurs théologiques de la violence. Il est, actuellement, Professeur à l'Institut Protestant de Théologie de Montpellier.

Son intervention en tant qu'historien a pour objectif principal d'introduire au débat qui porte sur un thème revenu au premier plan d'une actualité un peu fiévreuse : mettre en perspective la politique à partir d'un bref rappel de quelques principes et valeurs qui ont sous-tendu les attitudes et les engagements d'un bon nombre de protestants français au cours du XXe siècle. Du fait de son histoire et de sa situation religieuse, la minorité protestante a été confrontée de manière aiguë à trouver sa place et son rôle au sein de la cité, donc à assumer ses responsabilités politiques. Il est utile d'insister sur quelques idées qui ont plus particulièrement suscité la vigilance et le combat politique des Protestants : liberté de conscience et de culte, démocratie républicaine, laïcité, respect du Droit, justice sociale, etc.

Dans ces domaines qui sont, aujourd'hui encore, l'objet de discours et de luttes souvent passionnés, l'apport du protestantisme est loin d'être négligeable et il est donc opportun de rappeler que, dans le champ socio-politique, le calvinisme a su offrir de solides fondements et repères pour penser et agir en citoyen.

Yves Mazellier, un demi-siècle chez les médias, est entré en journalisme à 17 ans après la Libération. Il fit sa carrière dans la presse écrite, la radio et la télévision, comme rédacteur, reporter, puis rédacteur en chef et directeur à Radio-France. Chroniqueur et producteur de magazines économiques à FR3, il a également collaboré au Méridional (à sa création par des résistants), à l'Antenne, à l'Express, aux Echos, au Point, au Nouvel Economiste, à la Semaine Provence. Il fut aussi chargé de cours à l'Université d'Aix-Marseille, et membre du Comité économique et social de la région PACA. Bien que retraité, il garde un œil vigilant et critique sur l'évolution de la profession de journaliste.

Lors de son intervention, il évoquera les responsabilités des médias dans la politique et les dérives de l'information (comme l'importance donnée aux sondages et leur interprétation simpliste ; la manie du micro-trottoir et sa manipulation ; mise en valeur de M. et Mme "Tartempion" ; les collusions de la presse avec la justice, la police, la politique, les syndicats, les milieux culturels), mais aussi la naissance et diffusion dans les médias de la pensée unique, du politiquement correct et l'absence notable des religions dans l'information. Faut-il et peut-on créer et imposer une déontologie des journalistes face à la politique ?